ASSEMBLÉE NATIONALE

13 juin 2025

PORTANT CRÉATION D'UN STATUT DE L'ÉLU LOCAL - (N° 136)

AMENDEMENT

N ° CL409

présenté par
Mme Buffet

ARTICLE 9 BIS

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

A la fin de l'alinéa 2 de l'article 9 bis, sont introduits les mots « et des avantages sociaux tels que définis par voie réglementaire ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à compléter le nouvel article L. 1132-3-4. du Code du travail, créé par la PPL n°136 et prévoyant que le temps d'absence légal d'un élu municipal « est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination du droit aux prestations sociales », en ajoutant utilement « et des avantages sociaux ».

Il s'agit ici d'inscrire dans le Code du travail, clairement et sans aucune nécessité d'interprétation, que ces absences légales sont considérées comme du temps de travail effectif pour le calcul des avantages sociaux, du type : RTT, primes diverses, tickets restaurants, chèques vacances, etc.

Aux termes de l'article L.2123-7 du CGCT, ce temps d'absence "est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté". En dehors de ces deux domaines, cette disposition ne prévoit pas expressément que ce temps d'absence soit considéré comme du temps de travail effectif.

En pratique, ces absences peuvent impacter sur les avantages sociaux alors même que l'article L2123-8 du CGCT prévoit qu'« il est interdit à tout employeur de prendre en considération les absences [liées à l'exercice d'un mandat] pour arrêter ses décisions en ce qui concerne [...] l'octroi d'avantages sociaux. ».

Cet amendement a été travaillé en lien avec l'association des maires ruraux de France.